

APPEL AUX SANS PAPIERS de CREIL :

« S'engager dans une action efficace pour une régularisation collective »

Depuis le 12 octobre 2009, 6 000 salariés sans papiers sont en grève pour leur régularisation. Les organisations soussignées sont et demeureront pleinement engagées à leurs côtés, dans l'Oise comme dans toute la France : **elles exigent la régularisation de tous les travailleurs sans papiers**. Elles saluent leur courage et dénoncent la profonde injustice qui leur est faite : après de nombreuses années à exercer les travaux les plus durs, le plus souvent surexploités, ils remplissent tous leurs devoirs sans pour autant pouvoir accéder aux droits les plus élémentaires.

Et c'est justement ce profond attachement à leur cause qui nous amène à exprimer publiquement des réserves sur les choix faits par les 68 grévistes occupant la Bourse du Travail de Creil ; ces choix non seulement les condamnent chaque jour davantage à l'isolement et à l'échec, les mettent à terme en danger d'expulsion et fragilisent de plus le mouvement national.

En effet, en abandonnant volontairement la troisième agence d'intérim qu'ils occupaient encore pour une Bourse du Travail, en déposant leurs dossiers en Préfecture de l'Oise, les grévistes ont de fait rompu avec l'unité du mouvement.

Les organisations signataires s'adressent solennellement à eux pour qu'ils réintègrent le mouvement national en respectant ses objectifs et ses décisions élaborés démocratiquement par les grévistes et tous leurs soutiens. Cette stratégie a d'ailleurs fait ses preuves puisque, par exemple, la première vague de grèves en 2008 a abouti à la régularisation de 2 800 salariés !

Le combat unitaire doit donc se poursuivre et s'amplifier pour l'obtention d'une nouvelle circulaire n'excluant aucun salarié et permettant ces régularisations de façon équitable quelque soit le département.

A présent, il faut accroître la pression sur les employeurs pour qu'ils signent les CERFA (documents administratifs actant la promesse d'embauche): il n'est pas acceptable en effet qu'ils aient ainsi utilisé des salariés pour les ignorer et les « jeter » désormais. Seule l'occupation de leurs lieux de travail (entreprises, chantiers...) permettra d'atteindre cet objectif primordial.

Nous nous déclarons prêts à soutenir ce retour dans le cadre national en popularisant le plus massivement et le plus unitairement cette lutte : conférence de presse, manifestation, construction du soutien le plus large...

Mais nous nous devons aussi d'appeler à la responsabilité ceux-là qui, confondant les champs syndical et électoraliste, mènent des salariés en danger vers des voies sans issue.

Creil, le 1er février 2010

Organisations signataires :

CGT, FO, UNSA, FSU, Union Syndicale Solidaires, CFTC Creil
RESF /Solidarité Migrants, LDH Beauvais

Contacts: • **Alain LEBRUN (CGT) : 06 86 82 50 09**
• **Jean-Michel BAVARD (RESF) : 06 71 93 15 19**

